



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024/00067 du 10 JAN. 2024

**portant réglementation complémentaire d'exploitation au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
OP CORE DC3 sise 61, rue Julian Grimaud à VITRY-SUR-SEINE**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, R. 512-68 et R. 512-46-23 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/04525 du 13 décembre 2022 portant enregistrement des installations classées pour la protection de l'environnement au 61 rue Julian Grimaud à Vitry-sur-Seine au bénéfice de la société SCALEWAY ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/02910 du 4 août 2023 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;
- VU** le courrier du 4 juillet 2023 de la société OpCore informant la préfecture du Val de Marne du changement d'exploitant des ICPE anciennement exploitées par la société Scaleway au droit des sites Scaleway DC2 (sis 29 rue Edith Cavell 944 000) et Scaleway DC3 (sis 61 rue Julian Grimaud 94 400) ;
- VU** le courrier du 4 juillet 2023 de la société OpCore informant la préfecture du Val de Marne de sa volonté de modifier la puissance thermique nominale totale des groupes électrogènes initialement déclarée à 46,56 MW en passant à 49,47 MW ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 octobre 2023 qui conclut que les modifications sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées de l'installation ne sont pas de nature substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer de nouvelles prescriptions complémentaires en application de l'article susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Arrête

Article 1^{er} : Champ d'application

La poursuite de l'exploitation de l'installation, par la société OpCore, sise 61, rue Julian Grimaud 94 400 à Vitry-sur-Seine, est subordonnée au respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Modifications du classement du site

La disposition concernant la rubrique 2910 du tableau de classement des installations classées figurant à l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022/04525 du 13 décembre 2022 portant enregistrement des ICPE exploitées par SCALEWAY au 61 rue Julian Grimaud à Vitry-sur-Seine est remplacée par la disposition suivante :

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique	Nature des activités	Volume des activités
2910-A-1	E	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou traitement, en mélange avec les gaz combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.</p>	17 Groupes électrogènes dont 1 en secours	49,47 MW

A (Autorisation) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration).

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77 008 Melun Cedex) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès de la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires 246, boulevard Saint-Germain 75 007 Paris ;

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OP CORE SAS à Paris.

Pour la Préfète et par délégation,
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne

A blue ink signature, appearing to be 'Bachir BAKHTI', is written over a horizontal line.

Bachir BAKHTI